



MAIRIE
DE
SAINT-ROMANS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAINT ROMANS

29 Novembre 2011 Le Conseil Municipal s'est réuni à la Mairie de SAINT ROMANS sous la Présidence de Mr Edmond GELLY, Maire.

Présents: CREACH Yvan, GIRAUD Géraldine, IDELON Nicolas, LAMBERTON Michel, LE MENESTREL Bertrand, MOREL Peggy, GARCIA Léila, MORTÉMOUSQUE Jean-Marie, ROLLAND Eric, BLAMBERT Micheline, JEYMOND Astrid, MEUNIER Christian, VIALLE Patrick, VIAL-TISSOT Frédéric.

Absent(e)s : DICO Charles, ROBERJOT Laurence

Secrétaire de séance: MOREL Peggy

Pouvoir(s) : ROBERJOT Laurence → GELLY Edmond

Date de convocation : 22/11/2011

Séance du 29/11/2011 délibération n°2011-101



Objet : Révision du Plan local d'urbanisme (PLU)

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.123-6 à L123-12 et L.300-2 ;

Monsieur le Maire expose que le plan local d'urbanisme actuellement en vigueur a été approuvé par délibération du 5 juillet 2007. Il a fait l'objet d'une révision simplifiée et d'une modification approuvées par délibération du 20 février 2008 puis d'une révision simplifiée approuvée par délibération du 8 avril 2010 et enfin d'une modification approuvée par délibération en date du 14 juin 2010.

Il explique les raisons pour lesquelles sa révision est rendue nécessaire et les objectifs qui seront poursuivis, en l'état actuel de la réflexion du conseil municipal :

1) Les motivations :

- Depuis la loi 2000-1208 du 13/12/2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU), complétée par la loi urbanisme et habitat de 2003, et finalisée par les lois du Grenelle de l'environnement, les communes disposent d'un nouvel outil de planification le PLU. Ce PLU doit être « grenellisé. » conformément à la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.
- La prise en compte des documents supra communaux qui s'imposent à la commune comme le SCOT en cours d'élaboration, le PLH dont le périmètre doit à terme couvrir le territoire du Pays Sud Grésivaudan, la loi montagne, le SDAGE, ...
- Revoir le dimensionnement de l'urbanisation en adéquation avec les capacités des équipements et des réseaux publics (raccordement d'une partie du territoire communal à la station d'épuration du SMABLA, ...)

.../...

• L'entrée en vigueur au 1er mars 2012 de la réforme sur la fiscalité de l'urbanisme (taxe d'aménagement et versement pour sous densité) nécessite la prise en compte d'un urbanisme de projet (élaboration d'un programme des équipements publics , d'un programme de construction, ...)

2) Les objectifs poursuivis :

• Conforter la mixité urbaine par le renforcement des zones d'activités intercommunales de qualité et intégrées au tissu urbain.

• Éviter l'étalement urbain :

• Permettre l'installation d'un équipement public : une gendarmerie ou autre équipement public

• Renforcer la protection des espaces boisés notamment sur la ripisylve de l'Isère, le bois de Claix,

• Création d'un espace protégé autour de la base de loisirs du Marandan

• Rectifier les erreurs matérielles du PLU approuvé en 2007

• Mettre à jour la carte des aléas et la liste des emplacements réservés

L'ensemble des objectifs définis ci-dessus constitue la phase actuelle de la réflexion communale. Ils pourront évoluer, être complétés, éventuellement revus ou précisés en fonction des études liées à la révision du PLU. Ces évolutions, modifications ou abandons seront justifiés par les documents constitutifs du PLU.

Monsieur le maire explique par ailleurs que le PLU est un outil offensif au service du projet d'aménagement et de développement de la commune. Il comporte comme document obligatoire, le PADD (projet d'aménagement et de développement durables) qui à l'échelle de l'ensemble de la commune présente les grandes actions à mettre en œuvre et comme autres documents obligatoires les orientations d'aménagement et de programmation qui pour un secteur déterminé définissent la composition urbaine et paysagère que l'on veut imposer aux futurs constructeurs ou aménageurs.

Le maire rappelle enfin que la révision d'un PLU nécessite la mise en œuvre d'une concertation avec l'ensemble de la population, des associations locales et des personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole, pendant toute la durée d'élaboration du document, en application de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme. Il appartient au conseil municipal de définir les objectifs poursuivis et de préciser les modalités de la concertation.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prescrire la révision du plan local d'urbanisme et de le « grenelliser » sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L.123.1 et suivants et R.123.1 et suivants du code de l'urbanisme;
- D'approuver les objectifs poursuivis par cette révision, selon l'exposé des motifs ci-dessus ;
- De définir, conformément à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, les modalités de la concertation, qui seront au minimum les suivantes :
 - 2 réunions publiques au moins qui pourraient se tenir aux grandes étapes suivantes de l'élaboration du PLU : l'une lors de la présentation du diagnostic, des orientations générales et des contraintes supra-communales ; la seconde au moment de la présentation des esquisses du PADD et de l'ébauche du projet de PLU.
 - Préalablement aux réunions publiques, des panneaux seront mis à disposition du public en mairie, pendant les heures d'ouverture, et durant une semaine. Pendant ces expositions publiques, un registre sera à disposition du public (et tenu au secrétariat de la mairie) pour permettre à chacun de consigner ses observations.
 - les élus tiendront des permanences pour répondre aux interrogations des habitants. Ces permanences seront annoncées par voie de presse ou d'affichage ;
 - Une information par voie de bulletins municipaux sur l'état d'avancement de la révision du PLU ;
 - une information sur le site internet de la commune sur l'état d'avancement de la procédure ;
- De confier à un bureau d'études (non choisi à ce jour) une mission de maîtrise d'œuvre pour la révision du plan local d'urbanisme ;
- De donner délégation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation de service nécessaires à la révision du PLU, après mise en concurrence ;
- De solliciter, en application de l'article L.121-7, 2ème alinéa du code de l'urbanisme, l'assistance gratuite des services de la Direction Départementale des Territoires de l'Isère (SASE), pour l'élaboration du dossier de consultation et le choix du bureau d'études chargé de la révision du plan local d'urbanisme.
- De solliciter également l'État pour qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du PLU (article L.121.7 du code de l'urbanisme) ;
- De solliciter le Conseil Général de l'Isère pour qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du PLU;

- **D'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes au budget de l'exercice considéré.**

Les services de l'État seront associés à l'élaboration du projet de plan local d'urbanisme à l'initiative du Maire ou à la demande du Préfet.

Conformément aux articles L.123.6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet de l'Isère,
- au Président du Conseil Régional,
- au Président du Conseil Général,
- au Président de l'EPCI chargé de l'élaboration du SCOT,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers, de la Chambre d'Agriculture, de l'INAO (Institut National de l'Appellation d'Origine Contrôlée),
- au président de l'organisation compétente en matière de Plan Local de l'Habitat,
- au président de l'organisme de gestion du parc naturel régional du Vercors,
- au Centre National de la Propriété Forestière,
- au président de la CCBI (Communauté de Communes de la Bourne à l'Isère,
- au Président du SIEPIA (Syndicat Intercommunal d'Eau Potable, d'Irrigation et d'Assainissement),
- au Président du SMABLA (Syndicat Mixte d'Assainissement pour la Bourne à Lyonne Aval),
- au Président du SICTOM (Syndicat Intercommunal de Collecte et de traitement des Ordures Ménagères),
- au Président du Syndicat Mixte Pays du Sud Grésivaudan,
- aux communes limitrophes : Beauvoir en Royans, Saint-André en Royans, Saint-Just de Claix, La Sône, Chatte, Saint-Sauveur et Presles.

Ces personnes publiques peuvent être consultées, sur leur demande, au cours de l'élaboration du projet de PLU conformément à l'article L.123.8 du code de l'urbanisme. Les associations locales d'usagers agréées, ainsi que les associations agréées mentionnées à l'article L.252.1 du code rural sont également consultées, à leur demande.

Selon les effets que peut induire le projet de PLU, le maire sera tenu de consulter obligatoirement :

- la chambre d'agriculture dès lors que le projet de PLU porte sur la réduction des espaces agricoles ;
- le centre national de la propriété forestière en cas de réduction des espaces forestiers ;
- l'institut national des appellations d'origine contrôlée en cas de réduction d'espace situé en zone d'appellation d'origine contrôlée.
- la commission départementale de la consommation des espaces agricoles dans les communes situées en dehors du périmètre d'un SCOT approuvé, si le projet a pour conséquence une réduction des espaces agricoles ;

- la commission départementale de nature, des paysages et des sites pour les communes situées en zone de montagne si le projet déroge aux règles de continuité de l'urbanisation.

Par ailleurs, le Maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture et d'habitat et de déplacement.

La présente délibération fera l'objet, d'un affichage en mairie durant un mois mention sera insérée dans les journaux « Dauphiné Libéré » et « Le Mémorial de l'Isère »

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus. Ont signé les membres présents. Copie certifiée conforme.

Le Maire,
-E.GELLY-

